

VU le code général des collectivités territoriales

VU le code de la route,

VU le règlement municipal de voirie approuvé par délibération du conseil municipal N°30 en date du 25 juin 2015,

VU la demande en date du 21 Aout 2024 formulée par l'entreprise **SARL URBELEC parc d'activités la Chauchière 04190 LES MEES**.

CONSIDÉRANT que pour permettre d'effectuer des travaux sur le réseau électrique, il est nécessaire de réglementer la **circulation et le stationnement**

OBJET : Réglementation de la circulation et du stationnement – **rue du 19 Mars 1962**.

ARRÊTONS

Article 1 : Le présent arrêté est applicable à partir du **Mardi 27 Aout 2024 jusqu'au Vendredi 27 Septembre 2024**. Il devra impérativement être affiché sur les lieux des travaux.

Article 2 : L'entreprise est autorisée à intervenir **rue du 19 Mars 1962**, afin d'effectuer ses travaux. La circulation sera maintenue avec un rétrécissement de chaussée et une limitation à 30 km/h. Suivant les besoins du chantier, la circulation pourra être interrompue ponctuellement. Tous les soirs le chantier sera sécurisé à l'aide de rubalise, de cônes, barrières et tous matériels que l'entreprise jugera utile afin de matérialiser l'ouverture. La circulation piétonne sera déviée et sécurisée au droit des travaux. Si besoin un cheminement sera créé avec des barrières de chantier. L'accès aux riverains sera impérativement maintenu. Le stationnement sera interdit dans l'emprise du chantier. Le périmètre du chantier devra être matérialisé et sécurisé conformément aux normes en vigueur.

Article 3 : La signalisation appropriée tant avancée que de position est de la responsabilité de l'entreprise chargée des travaux. Elle devra être adaptée au chantier et déposée par l'entreprise dès qu'elle n'aura plus d'utilité.

Article 4 : Le présent arrêté annule et remplace, pendant toute sa durée de validité toutes les dispositions antérieures qui seraient contraire au présent arrêté.

Article 5 : Sur simple demande des services de secours, l'entreprise devra déplacer les matériels mis en place pour laisser le passage immédiat.

Article 6 : Le présent arrêté annule et remplace, pendant toute sa durée de validité toutes les dispositions antérieures qui seraient contraire au présent arrêté.

Article 7 : L'entrepreneur prendra toutes les précautions afin de limiter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectuera, en permanence, les nettoyages nécessaires. Les dégradations éventuelles de la chaussée seront à la charge de l'entrepreneur. En cas de manquement nécessitant l'intervention des services techniques municipaux ou d'une entreprise, celle-ci sera réalisée à la charge exclusive de l'entreprise responsable des travaux.

Article 8 : L'entreprise sera responsable tant vis à vis des tiers que de la ville de Digne-les-Bains des accidents et dommages de toute nature qui pourraient résulter de l'existence de ce chantier.

Article 9 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 : Le directeur général des services de la ville de Digne-les-Bains, les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au pétitionnaire et publié dans les formes prescrites.

Cet arrêté peut faire l'objet d'une action contentieuse dans les deux mois suivant sa date de publication/affichage ou de notification par :

- recours gracieux auprès de Mme le Maire de la commune de Digne-les-Bains. En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de 2 mois est ouvert pour introduire un

- recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca, 13235 MARSEILLE cédex 2

Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « *Télérecours citoyen* » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Le maire de Digne-les-Bains
L'adjoint délégué
M. BLANC

